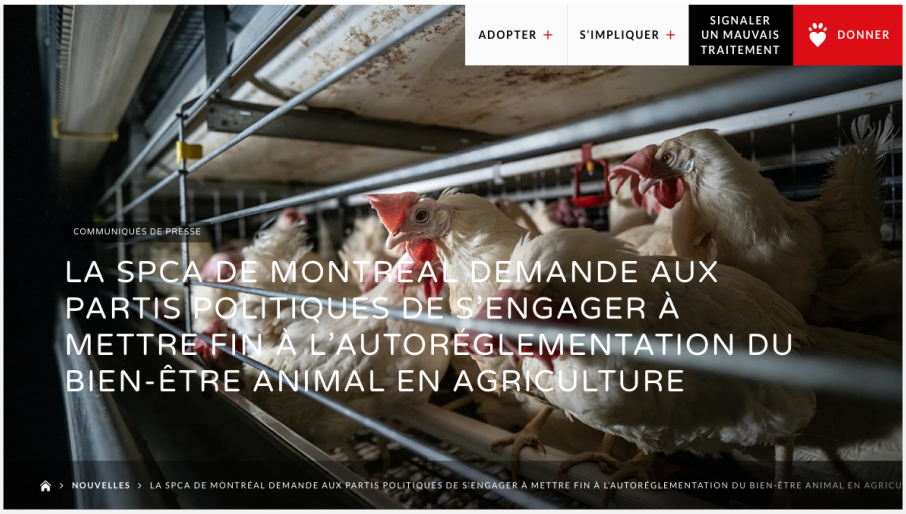


COMMUNIQUÉS DE PRESSE

LA SPCA DE MONTRÉAL DEMANDE AUX PARTIS POLITIQUES DE S'ENGAGER À METTRE FIN À L'AUTORÉGLEMENTATION DU BIEN-ÊTRE ANIMAL EN AGRICULTURE

Communiqué de presse – pour diffusion immédiate

PARTAGEZ

La SPCA de Montréal demande aux partis politiques de s'engager à mettre fin à l'autoréglementation du bien-être animal en agriculture

L'appel intervient alors que l'industrie canadienne des œufs refuse de réexaminer la question du confinement permanent des poules en cage

Montréal, le 15 avril 2025 – Aujourd'hui, dans le cadre du lancement de sa campagne **Animaux d'élevage : un enjeu électoral**, la SPCA de Montréal publie une **lettre ouverte** adressée aux partis politiques fédéraux et au Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage (CNSAE) – l'organisme qui rédige les codes de pratiques utilisés en production animale et qui examine actuellement les normes de bien-être établies pour les poules pondeuses – pour demander la fin du système défaillant d'autoréglementation de l'industrie.

Selon les **Producteurs d'œufs du Canada**, 80 % des poules pondeuses au Canada sont encore confinées dans des cages exiguës pendant toute la durée de leur vie à la ferme. À titre de comparaison, ce taux est de 60 % aux États-Unis, de 39 % dans l'Union européenne (UE) et de seulement 21 % au Royaume-Uni. Cependant, le CNSAE ne révise que trois sections du code de pratiques concernant les poules pondeuses, et le processus ne permet pas d'aborder la pratique la plus controversée de l'industrie des œufs : l'élevage permanent de dizaines de millions de poules pondeuses en cage.

« Les Canadiens-ne-s se soucient profondément du bien-être des animaux, y compris celui des animaux utilisés pour la production alimentaire. Les partis fédéraux doivent s'engager à adopter des normes significatives et obligatoires pour le soin de ces animaux », a déclaré Me Sophie Gaillard, directrice de la défense des animaux et des affaires juridiques et gouvernementales à la SPCA de Montréal. « Si l'on s'en remet à l'autorégulation et aux normes volontaires, les industries utilisant des animaux mettront des décennies à appliquer les constats de la science moderne et à tenir compte de l'opinion publique. »

Les animaux d'élevage : un enjeu électoral

Un **sondage réalisé en 2021** par EKOS Research Associates pour le compte de Protection mondiale des animaux a révélé que 70 % des Canadiens-ne-s estiment que la protection et le bien-être des animaux sont des considérations importantes lorsqu'ils et elles décident de leur vote.

Comme le précise la lettre soumise aujourd'hui, depuis plus de 10 ans, les plus grands épiciers et détaillants alimentaires du Canada demandent aux producteurs d'adopter des standards de bien-être plus élevés, tels que l'élevage hors cage pour les poules pondeuses et les truies reproductrices. Bien que certains producteurs aient fait l'effort de délaisser le confinement intensif, dans l'ensemble, les efforts des associations du secteur sont insuffisantes pour promouvoir ou faciliter les reformes en matière de bien-être animal à tous les niveaux. Le manque de normes obligatoires imposées par de la réglementation signifie en outre que les producteurs ne jouent pas à armes égales et ne sont pas incités à améliorer leurs installations et leurs pratiques d'élevage.

DONNER · DONNER · DONNER · DONNER

Des industries autoréglementées

Au Canada, la grande majorité des animaux utilisés pour la production alimentaire vivent toujours dans des conditions d'élevage industriel (ou « intensif ») et, à ce jour, les quelque 800 millions d'animaux destinés à la consommation élevés au Canada chaque année ne bénéficient de presque aucune protection juridique.

« En plus du fait que ces industries établissent leurs propres normes, une fois les décisions prises, les possibilités pour le public de se faire entendre sont limitées », a poursuivi Me Gaillard. « En effet, les comités qui décident des normes de soins pour des centaines de millions d'animaux d'élevage au Canada sont principalement composés de personnes ayant un intérêt financier direct à soutenir le statu quo et à limiter les améliorations en matière de bien-être. »

La SPCA de Montréal invite tous les Canadiens-ne-s à **signer sa lettre** appelant les partis politiques fédéraux à s'engager à réglementer les normes de soins dans les fermes d'élevage du pays.

– 30 –

Source : SPCA de Montréal www.spca.com

Renseignements médias :

Tök communications 514 247-0526

Marie-Hélène Avon, mariehelene@tokcommunications.ca

À propos de la SPCA de Montréal

Fondée à Montréal en 1869, la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (mieux connue sous le nom de « SPCA de Montréal ») fut la première organisation vouée au bien-être animal au Canada. La SPCA de Montréal a parcouru un long chemin depuis sa fondation : elle est maintenant le plus grand organisme de protection des animaux au Québec, s'exprimant au nom des animaux partout où règnent l'ignorance, la cruauté, l'exploitation ou la négligence à leur endroit.